

Corrèze

HOLLANDE

LA RIGUEUR MOLLE

Ni moche ni belle, ni riche ni pauvre, Tulle est une ville... normale. Comme son ancien maire, François Hollande, devenu président du conseil général de Corrèze. Mais le département qu'il dirige depuis 2008 est exceptionnel par l'ampleur de sa dette: 1 400 euros par habitant, soit le double de la moyenne nationale. «La Corrèze, c'est la Grèce de la France», persiflait récemment Claude Guéant. Pour sa défense, François Hollande fait valoir qu'il a hérité ce boulet de l'ancienne majorité qui a voté des aménagements routiers à grands frais. «La droite plastronnait "Premier en investissement". Premier pour la dette et premier dans le mur», assène le candidat socialiste dans sa riposte à Guéant. En 2009, il n'en actionne pas moins un plan de relance local qui plombe un peu plus les comptes. «Mais ce plan a permis de sauver près de trois cents emplois, notamment dans le BTP», assure Gérard Bonnet, un proche de Hollande, premier vice-président du conseil général de Corrèze. Pour ne rien arranger, Nicolas Sarkozy a transféré aux départements des personnels et de nouvelles missions (allocations pour les personnes âgées et handicapés, RSA) sans compenser intégralement leur coût pour ces collectivités. Paris a enfin rogné l'autonomie fiscale des départements: pour boucler leur budget, les conseils généraux doivent donc s'endetter ou faire des économies.

Sur ce dernier volet, Hollande n'entend pas non plus recevoir de leçons. Sa stratégie? «Trouver un équilibre entre la maîtrise de la dette et la préservation de la croissance, qui sera compromise si l'on comprime brutalement le budget. S'il parvient à l'Élysée, il sera confronté au même défi mais à l'échelle XXL», poursuit Gérard Bonnet. Le candidat à l'Élysée a d'abord multiplié les économies symboliques: il a troqué la Vel Satis intérieur cuir de son prédécesseur contre un Scenic. Remplacé le champagne par des jus de fruits lors des cocktails et le traiteur par le cuistot du collège. Réduit le budget du musée Chirac et sifflé l'arrêt des troisième mi-temps du club de rugby de Brive (encadré ci-contre). Il a arrêté ou renégocié les contrats passés avec les entreprises et remis en cause la gratuité des transports scolaires pour toutes les familles en imposant une modeste contribution proportionnelle aux revenus.

Mais, sur d'autres postes, Hollande semble plus timoré. Ainsi a-t-il stoppé la construction de maisons des services départementaux peu fréquentées, mais sans remettre en cause les structures existantes. La cellule d'expansion économique valorisant les atouts de la Corrèze, qui doublonnait avec celle de la région? François Hollande l'a réduite sans la supprimer. Et il s'est abstenu de vendre les résidences que possède le conseil général à Chamonix, sur l'île d'Oléron et à Paris.

LE CANDIDAT DU PS, ATTAQUÉ PAR BERNARDETTE CHIRAC, GÈRE-T-IL CORRECTEMENT SON DÉPARTEMENT? NOUS SOMMES ALLÉS VÉRIFIER.

PHOTOS: B. PATRICK/ABACA - ZOCOLAN/AFP - F. BRILLET

Cette prudence tient à ce que ces dépenses financent aussi des emplois publics. Pas question pour celui qui fustige le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux à l'échelle nationale de s'y livrer dans son bastion électoral. Et la tradition clientéliste locale, qui a longtemps vu les élus corrèziens créer des emplois pour leurs administrés, s'y oppose tout autant. Ainsi, le conseil général emploie 42% d'agents de plus que la moyenne nationale par habitant, selon l'agence PES, spécialisée dans la notation des collectivités locales. Syndicats et élus invoquent le vieillissement de la population, des routes de moyenne montagne qu'il faut sans cesse refaire, la ruralité qui oblige à employer plus de

personnel. «Ces spécificités ne suffisent pas à expliquer l'écart entre la Corrèze et des départements au profil similaire comme la Dordogne», estime Stanislas Boutmy, directeur de PES.

Malgré l'état des finances locales, François Hollande avance avec précaution. Sous son mandat, le nombre d'agents est passé de 1 335 en 2008 à 1 367 en 2012, mais, sans les transferts de personnel imposés par l'État, ils auraient très légèrement diminué. Ainsi, en 2011, le conseil général n'a remplacé que les deux tiers des partants.

Cette méthode pourra-t-elle servir si Hollande parvient à l'Élysée? Dans son fief, il opte pour un traitement homéopathique, quitte à s'inscrire dans la tradition d'Henri Queuille dont le buste orne son bureau de Tulle. Un Corrèzien devenu président du Conseil sous la IV^e République qui avait déclaré: «il n'est aucun problème assez urgent qu'une absence de décision ne puisse résoudre». ■ F. B.



Bilan local

Ses mesures phares

• **NUMÉRIQUE POUR TOUS** François Hollande a distribué des ordinateurs puis des tablettes numériques dans tous les collèges de Corrèze pour un coût de 1,7 million d'euros par an. Le ministère de l'Éducation



a publié un bilan en demi-teinte de l'opération, l'usage pédagogique laissant à désirer, malgré l'enthousiasme des collégiens.

• **LA CULTURE EST DANS LE PRÉ**

Pour exposer les cadeaux reçus par Chirac, l'ancienne majorité avait financé un vaste musée en

rase campagne (photo). Or sa fréquentation (41 000 visiteurs en 2011) ne justifie pas son coût. Hollande en a réduit le déficit d'un tiers mais maintient l'établissement ouvert, considérant qu'il constitue une «fierté» locale.

• **L'ENDETTEMENT STABILISÉ TARDIVEMENT**

De l'ancienne majorité, le socialiste a hérité une dette gigantesque (300 millions en 2008) qui a augmenté de 21% sous son mandat avant de se stabiliser en 2012 à 363,3 millions d'euros. Pour ce faire, le candidat PS a réduit à 40 millions les dépenses d'investissement du département.

• **FIN DE PARTIE POUR LE CA BRIVE** Pour lui épargner l'humiliation d'une descente en seconde division, Hollande a attendu que le club de rugby de Brive apure ses comptes avant de réduire de 500 000 à 300 000 euros la subvention annuelle du conseil général. ■ F. B.